

**DANZAS**  
**SeaAir**

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

1 - 16  
novembre  
2002

n° 183

neuvième  
année

# CAMBODGE

# NOUVEAU

Politique • Economie • Finances

A pas de colombe ...

**S**uccès complet dans tous les registres.

D'abord pour le Cambodge lui-même. Parfaitement organisées, les réunions au Sommet qui se sont succédé à Phnom Penh du 3 au 5 novembre ont mis le Cambodge sous les projecteurs, elles ont montré à tous un pays paisible, ont rappelé sa situation géographique centrale, lui ont donné de façon spectaculaire une place dans la région Asie Orientale qui prend naissance.

Grand succès aussi pour l'ASEAN. L'intérêt que lui portent les très grands de la région asiatique : la Chine, le Japon, l'Inde, la font sortir d'une très longue période de langueur. L'Association va-t-elle se trouver renforcée par tant de sollicitudes ? Ou bien au contraire dispersée, diluée, absorbée par ses puissants voisins ? L'avenir le dira.

Quoi qu'il en soit, on peut estimer que l'essentiel n'est pas la cohésion, la pérennité de l'Association, mais plutôt l'effet de ces vastes regroupements sur le sort des populations.

Il n'y a pas lieu d'être pessimiste à ce sujet. L'augmentation des échanges à l'intérieur de la zone Asie orientale bénéficiera à tous. Le Cambodge ne peut que se trouver bien d'être de mieux en mieux connecté aux plus dynamiques marchés du monde. A lui de trouver les meilleures formules.

Au nombre des avancées, on peut citer un accord pour mieux lutter ensemble contre le terrorisme, une condamnation des armements nucléaires de la Corée du Nord, et un accord pour l'exploitation commune de la zone des Spratleys, succès très concret, quoique discret, de la Chine.

L'Asie orientale prend naissance. La Chine progresse. Les grands événements arrivent à pas de colombe. C.n.

## CHAM PRASITH

### Ministre du Commerce

### Le Cambodge bientôt membre de l' OMC - diminuer les droits de douane - les zones spéciales d' exportation ...

**N**ous sommes tout à fait conscients de l'importance pour l'économie du Cambodge de notre intégration à l'OMC (*Organisation Mondiale du Commerce ou WTO*).

Ma réponse à tous ceux qui s'en inquiètent : notre adhésion à l'OMC devrait intervenir en 2003, sans doute vers octobre.

Nous sommes en train de préparer la troisième réunion du groupe intergouvernemental de travail, qui se tiendra à Genève le 14 novembre. Sur la route de notre adhésion à l'OMC, ce sera comme la demi-finale. Le Secrétaire d'Etat Sok Siphana conduira la délégation cambod-gienne.

En fait nous avons un peu bousculé les choses. A Qatar en 2001 on avait pris l'engagement d'accélérer le processus, mais sans instructions précises vis à vis de Genève, de sorte que j'ai demandé un raccourci et obtenu un accord tacite pour que l'on combine les étapes, pour que la demi-finale ait lieu très vite. Le secrétariat de l'OMC doit faire une récapitulation des négociations multi et bilatérales. Un premier état du "factual summary" va permettre d'engager la demi-finale à partir de novembre, ou au plus tard au premier semestre 2003.

#### Exportations sans droits : le processus a commencé

Dans la pratique, pour avoir les marchés au plus tôt, nous avons commencé sans attendre à négocier avec certains partenaires. Avec l'Union Européenne qui admet tous nos produits ("*tout sauf les armes*") sans limitations de quantités et sans droits, en somme de la contrebande légale, une faveur qui devrait attirer au Cambodge les investisseurs qui veulent exporter vers l'Union Européenne ! Le Canada va faire de même à partir du premier janvier 2003. La Chine nous accorde un régime spécial, elle nous considère déjà comme membre de l'OMC.



### Le Cambodge sera dans l' OMC en 2003

de ces lois qui va jusqu'en 2004 au plus tard.

#### Accélérer les débats

La question est plutôt de les faire adopter par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Les débats sont quelquefois très longs. Il faut des réformes au niveau du règlement intérieur de l'Assemblée nationale et du Sénat. Il faudrait des dates-butoir, mais aussi limiter les temps de parole des orateurs. Aux Etats-Unis, le temps est limité à 10 minutes par orateur, au delà, c'est un autre qui prend le relais. Sinon, ça ne finit plus ! D'autant plus qu'il y a des gens qui souhaitent freiner l'adoption des lois ...

Pour gagner du temps, nous ne faisons rien qui ne soit conforme aux règles de l'OMC. Nous sommes pratiquement en avance sur la législation. Pour la loi sur la protection de la propriété intellectuelle par exemple, on attend les décrets d'application, et pourtant le système fonctionne depuis des années (cn 133, 166). Le secteur privé est d'accord avec ce procédé.

Dans ce domaine législatif, je pense que les membres de l'OMC peuvent s'accommoder du calendrier que nous leur présentons. Nous sommes suffisamment crédibles.

(suite page 2)

#### lois manquantes : nous avons un calendrier crédible

Les manques dans la législation commerciale du Cambodge sont-ils un frein pour notre adhésion à l'OMC ? Je ne crois pas. Nous avons fixé un calendrier pour la rédaction

## Sommaire

Cham Prasith

pp. 1 - 2 - 3

Van Sou Ieng la Confection et l' OMC

pp. 4 - 5

l' OMC, droits de douane zones spéciales d' exportation

Om lentieng

les élections de 2003 - le PPC -

pp. 5 - 6

Livre : P.L. Rivière : SIAM p. 7

la succession du Roi - le procès

Médias p. 8

## Diminuer les droits de douane : il faut aller pleins gaz !

Je reste favorable et j'appuie la "super-fast-track", c'est à dire la diminution des droits perçus sur les marchandises à leur entrée au Cambodge à un rythme plus rapide que celui qui est prévu par l'AFTA (Asean Free Trade Association) (cn 175, 112). Déjà nous négocions beaucoup d'accords dans ce cadre de l'AFTA.

Si des pays voisins vont plus vite, suppriment leurs droits alors que le Cambodge garderait des droits élevés, cela encouragerait la contrebande, au détriment des recettes budgétaires. En même temps cela favorise la corruption aux frontières.

C'est comme l'hémorragie de dollars et de l'or qui sortent du Cambodge. Nous devons être au même niveau que nos voisins; comme dit le Premier ministre, l'eau coule vers la plaine, elle va vers le point le plus bas. Nos droits doivent être plus bas que ceux de nos voisins, pour que l'eau coule vers le Cambodge.

C'est là notre approche, notre politique pour la prochaine législature. Si le PPC gagne les élections de juillet 2003, si la coalition gouvernementale est poursuivie, nous ferons encore plus pour accélérer les réformes, et en particulier la super-fast track.

Est-ce qu'on prend un risque en supprimant des recettes avant qu'elles soient compensées par les entrées de la TVA et autres ? A mon avis il faut aller plein gaz et les turbulences budgétaires seront limitées dans le temps et dans l'espace. Il ne faut pas "nourrir la maladie". Si on veut faire l'opération sur 6 à 8 ans, on aura des turbulences pendant toutes ces années. Mais si on la fait sur une très courte période, avec l'aide de la Banque Mondiale, on règle le problème en une ou deux années.

Le Cambodge est comme une voiture : le Commerce fournit le super, les moyens financiers; les Finances sont comme la machine : si elle freine, si on veut trop économiser le carburant, on n'avance pas !

**Je préconise en somme un remède de cheval.** Ça peut faire mal, mais pas longtemps, et avec l'appui de la Banque Mondiale, du FMI, du Japon, des pays concernés je ne pense pas que ça fasse mal.

# CHAM PRASITH

Le FMI auquel j'ai expliqué cela serait d'accord. La difficulté est qu'officiellement nous suivons la voie normale même si officieusement nous allons vers la super-fast track.

Le problème est plutôt que le ministère des Finances est très prudent. Je le comprends, j'ai été au ministère des Finances [vice-ministre des Finances en 1993 ndr].

Quand j'y étais, j'étais très agressif. J'ai pris des dispositions pour négocier avec le FMI une réduction de 5 % des

## Diminuer les droits de douane pour augmenter les recettes

droits de douane sur une vingtaine de produits. Il m'a fallu 16 heures pour faire comprendre que les recettes augmenteraient, ils n'étaient pas d'accord parce qu'en pratique, dans 80 pays, ils n'avaient jamais vu cela.

Le Cambodge est spécial. Il faut comprendre qu'on ne peut pas fermer hermétiquement les frontières. 50 % des marchandises consommées dans le pays entrent en contrebande.

Si on diminue les droits, les contrebandiers gagnent moins, et peuvent même trouver qu'il est plus avantageux de commercer dans la légalité. Et si les marchandises entrent légalement atteignent 75 % du total, l'Etat au total y gagne. On récupère sur la quantité. Je l'ai démontré pratiquement quand j'étais aux Finances, et avec un taux d'inflation négatif. Oui, je crois que le FMI, que les bailleurs de fonds soutiendraient une diminution accélérée des droits.

- le ministère des Finances ? Je n'y tiens pas ! Je l'ai quitté avec beaucoup de soulagement. C'est un poste toujours chaud, embarrassant, il faut toujours trouver de l'argent pour les autres, qui le dépensent. Ici au Commerce je trouve de l'argent, je le dépense, ça va.

## Délais et inspections

Les délais dont se plaint le secteur privé ? (voir interview du président du

GMAC p. 4). J'ai au sein du ministère une équipe pour aider et pour prendre note des dates et heures d'entrée et de sortie des

dossiers. Ils rendent compte au GMAC et à moi-même. Il apparaît que 50 % des dossiers sont traités dans le délai normal de 48 heures, 20 à 30 % ont un jour de retard. Le reste davantage. Cela vient souvent de dossiers incomplets, ou de délais non respectés par d'autres ministères. Si le système est bien rôdé il n'y a pas de problème. Les groupes de travail sectoriels s'attachent à réduire ces délais.

De mon côté je vais pousser l'automatisation des opérations, les décisions seront prises au maximum par voie électronique. On ira plus vite, et comme il y aura moins de contacts physiques il y aura aussi moins de tentations de backchiches.

Le GMAC se plaint qu'il y a trop d'inspections [voir interview Van Sou Leng p. 4]. Mais ces contrôles, ces inspections nous font gagner en crédibilité, ils permettent aux douanes américaines et européennes d'avoir confiance dans l'origine cambodgienne des produits. Si on relâche la vigilance, il y aura des fraudes, du transshipment, et on risque de perdre les GSP. Oui, ces contrôles sont gênants mais on fait le maximum pour qu'ils le soient le moins possible. Trois sont faits en même temps: GSP, Industrie, et Foreign trade, reste Camcontrol et Douanes. On pourrait réduire encore ? Oui, d'ailleurs certains contrôles sont faits a posteriori, c'est à dire sans gêner la production ni le transport. Pour les matières premières le CDC accepte un délai d'environ 6 mois.

Du côté américain, j'ai rencontré 25 compagnies, aucune ne s'est plainte du système, au contraire, elles constatent des progrès.

## Le Sommet de l'ASEAN

Oui ce sommet a une très grande importance pour le Cambodge; pour son prestige. Tout est nouveau : le Cambodge lui-même est le plus nouveau membre; c'est la première fois qu'il est le président de l'Association, la réunion de l'ASEAN + trois a lieu pour la première fois; de même que la réunion qui aura lieu avec l'Inde; et l'intervention du Premier ministre de l'Afrique du Sud.

## A PROPOS...

### nouveau NEC

Les 5 membres proposés par le ministère de l'Intérieur pour composer le nouveau Comité Electoral National ont été approuvés par l'Assemblée nationale le 25 octobre.

### La dette à la Chine supprimée

**Bangkok Airways**  
Va mettre en service en novembre 2 boeing 717-200

supplémentaires, et fera passer de 2 à 4 par jour ses vols Bangkok-Phnom Penh. En décembre doit être mis en service à Trat le troisième aéroport privé de la compagnie, qui desservira Koh Chang et le sud-ouest du Cambodge.

Bangkok Airways utilise déjà 6 ATR 72-200, 3 ATR 72-500 et 4 boeing 717-200.

### Pochentong : salle VIP

Le salon d'honneur de l'aéroport de Pochentong dessiné par l'architecte Ros

Borath, a été inauguré le 29 octobre, en présence du ministre d'Etat Sok An. L'aéroport lui-même sera officiellement inauguré en février 2003.

### Sofitel à Phnom Penh

Sofitel, qui avait géré pendant plusieurs années l'hôtel Cambodiana, va revenir à Phnom Penh. La société française va racheter l'hôtel Royal Gardens situé sur les bords du Bassac, où des jardins doivent être créés par la

municipalité, le reconstruire, et aménager des centres récréatifs.

### CCFC

Lors de sa réunion mensuelle, le 24 octobre, la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne il a notamment été évoqué : la création d'une antenne de la CCFC à Siem Reap; des projets de collaboration avec le successeur de Michel Connen à la Mission Economique; l'organisation d'événements : soirée à la mi-

## CHAM PRASITH

S' y ajoute encore la première réunion, toujours à Phnom Penh, de la GMS, les pays du bassin du Mékong.

Tout cela apportera de la notoriété et de la crédibilité au Cambodge.

Le Cambodge étant de mieux en mieux intégré dans la région, il s'agit maintenant qu'il reste compétitif ! C'est ce que nous pouvons faire en suivant la "super fast track".

### Le commerce lié aux conditions de travail

C'est un choix original du Cambodge, qui reste un cas unique. Le Cambodge est le seul pays jusqu'à présent à avoir obtenu que l'augmentation des quotas soit liée au respect des normes de travail. Au lieu de possibilités de sanctions si nous ne respectons pas les normes, nous avons obtenu que ce système se change en possibilité de récompense.

Les Etats-Unis tiennent la carotte. Moi je tiens le bâton. Grâce à ce système qui fonctionne bien, nous exportons pour plus de 1 milliard de dollars par an depuis 3 ans. Dans ce résultat l'accord "respect des normes de travail contre quotas", d'abord embarrassant pour les compétiteurs, a joué un grand rôle. Le Cambodge a maintenant l'image d'un pays où il n'y a pas d'exploitation, pas de travail des enfants, pas de "sweat-shop". Le Bureau International du Travail / ILO est là pour contrôler et reconnaître les progrès.

C'est une bonne façon aussi d'attirer les grandes marques comme Nike, Gap, qui sont très attentives à leur propre image. Ces sociétés, si leurs produits font l'objet d'un boycott partout dans le monde, peuvent subir des pertes de milliards de dollars.

Aucun autre pays ne l'applique pour l'instant, sauf la Jordanie, de façon moins visible, et les pays de l'AGOA, African Growth Opportunity Act qui concerne les pays situés au sud du Sahara : ils peuvent exporter vers les Etats-Unis sans limitation et sans droits, alors qu'ils n'ont encore rien fait pour rattacher commerce et normes du travail.

Je demande pour nous la même chose parce que, malgré nos efforts pour les normes de travail, nous n'avons encore que la moitié de la carotte. Nous avons une augmentation pos-

sible des quotas de 14 % par an, qui doivent passer à 18 % à partir de cette année.

Nous avons jusqu'ici obtenu 9 %, qui sont déjà consommés. Nous attendons avec impatience, d'ici deux mois, l'attribution des 9 autres %. Nous attendons en même temps le pourcentage d'augmentation pour l'année prochaine. Selon l'accord, l'augmentation doit être de 18% chaque année de 2002 à 2004.

Le rapport du BIT/ILO nous est favorable. Mais il y a des complications

### Quotas : nous n'avons encore que la moitié de la carotte ...

politiques aux Etats-Unis, parmi les Sénateurs et les membres de la Chambre des représentants. Certains républicains, en principe pro-business, sont plus syndicalistes même que les démocrates, sous la pression des puissants syndicats américains qui ne veulent pas augmenter les quotas. Nous Cambodgiens faisons beaucoup d'efforts qui ne sont pas récompensés de manière appropriée.

Le point positif : l'image du Cambodge est très bonne aux Etats-Unis, dans le secteur privé et dans le secteur public. Mais il reste encore dans les deux partis des gens qui ne sont jamais venus au Cambodge et qui conservent leurs principes et leurs préjugés pour qui ce sont des "ex-communistes" qui sont au pouvoir. Ils ne savent pas que ces "ex-communistes" ont réinstauré le libre-marché. C'est difficile de discuter avec ces gens complètement imbus de leurs idées, qui sont comme des prophètes.

### Koh Kong première de quatre zones spéciales d'exportation

Quatre zones spéciales d'exportation sont prévues : à Sihanoukville, Koh Kong, Pailin et à Poipet.

Koh Kong sera la première. Les autres dans les deux années à venir.

La zone de Koh Kong est déjà définie par un anukret du Conseil des ministres. Nous venons de prendre des dispositions avec

Koh Kong International Resort, un investissement cambodgien privé. Lorsque les infrastructures seront réalisées, le projet de loi sur les zones spéciales d'exportation aura été adopté.

L'idée est d'attirer dans cette zone des investisseurs thaïlandais qui ont perdu certains accès "GSP" aux marchés européens parce que la Thaïlande a "monté en grade". Elle perd certains privilèges. Ses produits devront payer des droits de douane à l'entrée en Europe.

Ces investisseurs ont intérêt à s'installer côté cambodgien, où ils auront de la main d'œuvre cambodgienne qui a des qualités prouvées : elle est très diligente, persévérante, très formable, agile de ses mains. Nous n'avons pas de problème de main d'œuvre.

Ces investisseurs pourront exporter vers l'Europe en toute légalité, vendre aux mêmes acheteurs que précédemment des produits avec certificat d'origine cambodgien c'est à dire exemptés de droits.

Ils pourront les exporter par les autoroutes thaïlandaises et par des ports thaïlandais, de sorte que tout le monde y gagne.

La Thaïlande a besoin du Cambodge pour rester compétitive, et le Cambodge cherche tout investissement qui crée des emplois. C'est donc une bonne coopération Cambodge-Thaïlande pour l'exportation, une formule encore unique au monde.

Quels produits ? On pense à la confection, aux produits de consommation courante, au matériel électrique, câbles etc, aussi aux jouets, dont la Thaïlande est le second producteur mondial, à la construction ...

### Députés, Sénateurs : il faut aller vite !

Le message que je veux faire passer ? Pour mener à bien ces projets, nous avons besoin le plus vite possible

- de la loi sur les investissements
- et que le projet de loi sur les zones d'exportation soit rapidement adopté. Il faut que tous les députés soient bien conscients qu'il faut aller vite !

### A PROPOS...

décembre, activités de loisirs et découvertes. Pour la commission Formation et Emploi Dominique Catry a fait le point des actions passées et proposé pour 2002-2003 deux types d'objectifs : "actions légères" (publication des offres d'emploi, promotion des formations sur mesure, contacts avec l'OMI, recherche de subventions) ; et "actions lourdes" : organisation d'un Forum des métiers en 2003 ;

création d'une Fédération des industries du bâtiment ; création d'un label des formations qualifiantes reconnues par la CCFC ...

#### Tourisme fluvial

38 m de long, reconstruit à partir d'un bateau en bois cambodgien, 10 cabines climatisées avec salles de bains, 1m20 de tirant d'eau, un moteur de 350 CV, le *Toum Teav*, investissement de "Fleuves du Monde", a été baptisé le 29 octobre ; il fera

des croisières vers Siem Reap, Ho Chi Minh, Kratie ... pour 120 dollars par jour.

#### Cambodge Nouveau cité

Dans son numéro d'août, *Le Courrier du Cambodge*, publié par l'Ambassade du Cambodge à Paris reproduit intégralement plusieurs articles de *Cambodge Nouveau* sur : "Les exportations du Cambodge au premier semestre 2002" (n° 179), "Le point sur les chantiers d'Angkor", entretien avec Ros Borath (n° 179); "Les program-

mes de l'AFD au Cambodge" (n° 178).

Dans un article sur Marguerite Duras, dans un récent numéro week-end du *Cambodia Daily* Michelle Vachon citait un article de *Cambodge Nouveau* concernant les polders de Prey Nup ; quelques inexactitudes de détail n'enlevaient rien à l'intérêt de son article.

Cambodge Nouveau  
Ne le copiez pas  
citez-le !



# VAN SOU IENG

Président de l'Association  
des Industriels de la Confection (GMAC)

**S**i en décembre 2004 le Cambodge n'est pas membre de l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce ou WTO), alors le risque est fort que la moitié au moins des usines de Confection installées au Cambodge déménagent : voilà les enjeux.

Déjà le Vietnam, qui pour l'instant n'est pas limité par les quotas, nous concurrence. Certaines usines de Confection installées au Cambodge envoient au Vietnam une partie de leurs machines, 200 ou 300 sur 1000, par exemple. On peut se rassurer en pensant que le Vietnam sera lui aussi soumis à quotas, que si en janvier 2005 il n'est pas membre de l'OMC il nous gênera moins. Mais la menace est générale.

## Attention : en 2005 fin des quotas pour tous les membres de l'OMC

Pourquoi cette menace ? A partir du 1er janvier 2005, les quotas d'exportations vers les États-Unis seront éliminés pour tous les pays membres de l'OMC. Si le Cambodge n'est pas membre de l'OMC, il restera limité par les quotas. Or les États-Unis représentent 70 % de nos exportations.

Évidemment, les fabricants ne vont pas attendre le 31 décembre 2004 pour prendre une décision. C'est bien avant qu'ils veulent savoir à quoi s'en tenir. Faute d'information, ou d'indication sérieuse on verra, à partir de juin 2004, apparaître de l'instabilité dans la profession.

Ce que la profession voudrait savoir c'est à quelle distance se trouve le Cambodge de l'adhésion à l'OMC. Les chefs d'entreprise m'en parlent tous les jours. Je leur réponds de façon positive, le ministre m'y encourage, il travaille lui-même dans ce sens. Pour l'instant les chefs d'entreprise ont confiance. Personne n'est parti pour raison d'OMC.

L'adhésion dépend pour une bonne part de la législation : beaucoup de lois commerciales manquent encore, et ces lois sont indispensables pour

## 2002 : une bonne année

La production et les exportations de produits textiles fabriqués au Cambodge devraient être cette année de 5 à 8 % supérieures à celles de 2001, nous dit le président du GMAC Van Sou Ieng. Plutôt davantage. C'est en partie le résultat d'un voyage de lobbying que nous avons fait en octobre aux États-Unis, où nos entreprises ont une très bonne image.

obtenir l'adhésion à l'OMC. Nous avons en somme deux ans : il faut faire ces lois coûte que coûte.

Malgré toutes les critiques que l'on fait à la Confection, il faut être conscient qu'il n'existe actuellement aucune activité de substitution. La Confection existe depuis 7-8 ans, elle s'est développée rapidement, elle contribue et continuera à contribuer au

## L'adhésion à l'OMC est vitale pour la Confection

bien-être de la population. Mais il faut que les autorités participent.

Si l'on n'obtient pas l'adhésion à l'OMC pour la fin décembre 2004, la barre risque d'être mortelle. Les usines iront s'installer en Chine, ou en Inde.

### 5 contrôles, c'est ridicule

Notre revendication principale porte sur le processus d'import-export. Il faut que le gouvernement et les autorités locales améliorent ce processus, simplifient cette bureaucratie toujours plus lourde, qui consomme énormément de temps et d'énergie. Je passe mon temps à des choses ridicules, pour satisfaire les quatre systèmes d'inspection, pour des paperasses et des contraintes qui me paraissent héritées de la culture communiste. C'est du harcèlement. Je ne peux pourtant pas appeler tous les jours le Ministre pour débloquer ces petits problèmes. Il y a quatre contrôles et inspections, dont trois pour le ministère du Commerce : "Camcontrol", "GSP", et *Foreign Trade Department*, en plus de la douane. Pour l'Europe et le Canada, il y a 5 inspections : certificat d'origine pour le ministère de l'Industrie, GSP, FTD, Camcontrol et Douane. Tout cela pour vérifier les quantités et l'origine des marchandises ? C'est ridicule.

A mon avis, ce n'est pas innocent, ce n'est pas pour mieux contrôler, mais pour créer des prétextes à petits versements. A chacun il faut donner 2 dollars, même s'ils viennent à 5 pour le travail d'un seul. Il n'y a aucun progrès dans ce domaine depuis 6-7 ans. Au contraire : avec l'expérience le système des backchiches est devenu de plus en plus "efficace".

Tout cela existe aussi ailleurs ? C'est vrai, mais moins cher. Les back-

chiches existent en Chine, mais le coût globale est bien inférieur.

Pourquoi tous ces contrôles ? Pour mieux contrôler ? Mais sur quoi pourrions-nous tricher ? De toutes façons il n'y a pratiquement aucun marché au Cambodge. Tout ce que nous fabriquons est exporté.

Après 7 ou 8 ans, je ne vois pas de progrès dans le système malgré nos revendications constantes. Et comment alors attirer au Cambodge de nouveaux investisseurs ?

Ces coûts administratifs sont un élément très négatif pour les investisseurs. Ils s'attendent, en venant au Cambodge, à payer l'électricité, le téléphone, l'eau ... plus cher, parce que c'est un pays en développement ; ils l'admettent. Mais ils critiquent le processus administratif, sa longueur, sa complication. Certains sont partis pour cette raison. Il est vrai que certains des droits illégaux perçus à Sihanoukville ont été supprimés (cn 180). Mais le combat n'est pas terminé !

Le péage sur la RN4 ? Ce n'est pas ce qui me préoccupe le plus. Nous avons négocié son montant, nous avons obtenu une réduction de 30 %. Ce que je crains c'est une masse d'empoisonnements supplémentaires : quels nouveaux papiers faudra-t-il remplir ? On ne cesse d'ajouter de la paperasserie, on remplit 10 fois les mêmes choses. Au lieu d'une route droite et simple, on nous met sans cesse de nouveaux obstacles qui relèvent de la stupidité. Les contrôles sont un cas type de harcèlement.

Il semble que le pays n'est pas encore mûr, adulte, dans ce domaine administratif. Il n'arrive pas à mettre en place un système simple, consistant. A vrai dire je suis un peu las.

Un autre point négatif : c'est l'instabilité sociale. Il y a trop de pagaille dans les grèves, et le gouvernement n'intervient jamais. On peut reconnaître pourtant des progrès dans ce domaine, les syndicats sont mieux formés, plus responsables. On fait moins n'importe quoi. Il y a aussi progrès du côté des patrons. D'ailleurs l'ILO (*International Labour Organisation/Bureau International du Travail* (voir cn 173)) le reconnaît, et fait au total peu de reproches.

Il existe un point positif : nous avons l'écoute des principaux responsables : le ministre du Commerce Cham Prasith, le ministre de l'Industrie Suy Sem. Le Premier ministre connaît nos préoccupations. Si Cham Prasith donne des instructions, les choses s'améliorent pendant 2 semaines, ou deux mois. Mais après il faut recommencer.

## Appliquer le libre-échange le plus vite possible

La Confection est incontestablement une réussite. Elle prouve qu'on peut gagner au Cambodge, qu'on peut

# OM IENTIENG

## Conseiller du Premier Ministre

**C**oncernant les élections de juillet 2003, mon souci principal c'est le coût de l'opération. Nous avons eu trois années successives d'inondations et de sécheresses. Nous avons dépensé énormément d'argent, 17 millions de dollars, pour les municipales, pour combler le "gap" entre les promesses des bailleurs de fonds et ce qui est vraiment versé. Le souci des vrais démocrates ici est de faire appel aux pays amis pour une aide budgétaire.

Le coût de ces élections, nous pouvons le chiffrer grâce à l'expérience des élections précédentes, en 1993, en 1998, et les élections communales de 2002. Est-ce qu'on peut faire des économies sans toucher à la démocratie ? Par exemple : pour l'enregistrement des électeurs, on peut utiliser les cartes d'identité plutôt que de nouvelles cartes d'électeurs. La valeur démocratique reste la même. Ainsi les bailleurs de fonds peuvent voir que nous ne demandons pas d'aide sans faire des efforts de notre côté.

On a entendu des objections : utiliser les cartes d'identité permettrait à beaucoup de gens, notamment les Vietnamiens vivant au Cambodge, de voter. Pour moi ce n'est pas une objection crédible ; ce n'est pas si facile d'avoir une carte d'identité, plus difficile que d'avoir une carte d'électeur : là il suffit de deux témoins. C'est une question que peut-être la propagande va utiliser, mais pour moi ce n'est pas un point important, il ne faut pas perdre de temps pour en discuter avec l'autre côté. Tout ce que cherche l'opposition, c'est à montrer que nous ne pouvons pas réaliser les élections comme prévu, elle est très active dans ce sens-là. Nous avons beaucoup d'autres choses à faire.

### Elections de juillet 2003 : le Funcinpec arrivera second

Je suis convaincu que le Funcinpec va arriver second aux prochaines élections. Sam Rainsy n'a pas assez de qualités pour lui prendre cette deuxième place.

Où il y a des scissions dans le Funcinpec, il y a des faiblesses, mais on a vu aussi des renforcements. Il faut reconnaître que le PPC a des racines dans le pays, et que le Funcinpec a des racines aussi. C'est totalement différent du cas de Sam Rainsy, qui n'a rien.

Il est vrai qu'on ne peut pas contenter tout le monde et qu'il y a au Cambodge des gens qui sont mécontents. Le PSR peut parler travailler avec ces gens. Le Parti de Sam Rainsy n'est pas un parti déterminant : c'est le PPC. Si le PPC travaille, il gagne, le pays avance et se développe. Mais s'il

ne travaille pas, c'est autre chose. Le PPC a des voix grâce à son effort, les villageois votent pour lui par gratitude pour les services qu'il leur rend. Si le PPC continue comme il le fait, le taux de mécontentement ne pourra pas le renverser, et le PSR restera confiné dans sa caserne.



### PPC : oui la relève est là

Est-ce que le PPC conserve ses qualités qui font sa force ? Avec les années ses dirigeants vieillissent : y a-t-il de nouvelles générations capables de les remplacer ? - Prenez le cas de S.E. Keat Chhon : lorsqu'il prendra sa retraite, après avoir bien travaillé, il pourra nous donner un jeune très capable. Un dicton cambodgien dit que si vos enfants sont plus forts que vous, ou si l'élève est plus fort que le maître, la maison a du bonheur. Dans le cas des Finances, on peut citer Aung Porn

Moniroth comme un jeune brillant, c'est un exemple, il y en a d'autres. Quant au Premier ministre Hun Sen il est encore très jeune pour un Premier ministre, et le PPC a l'intention de l'"exploiter" encore longtemps !

Sa manière d'être, c'est de plonger dans les difficultés pour les résoudre, comme on plonge dans l'eau pour nager. Il m'a toujours dit que ce sont les difficultés qui sont son maître.

Nous avons l'habitude de bien planifier. Par exemple, pour le poste de Premier Ministre, si Hun Sen se trouvait absent, ou s'il venait à mourir, il y aurait tout de suite Sar Kheng ; et si un malheur arrivait à Sar Kheng, ce serait Say Chhum. Nous faisons une double-planification. C'est Say Chum qui est permanent au PPC, comme au Conseil des ministres c'est Sok An. C'est vrai que Say Chhum est relativement peu connu du public, c'est qu'il travaille dans le parti et à l'Assemblée nationale. Il est le chef des députés et des sénateurs du PPC, c'est lui qui leur explique les projets de loi qu'ils auront à discuter. Le PPC ne laisserait pas arriver un projet de loi devant les assemblées sans avoir travaillé le sujet à l'avance.

Une fois de plus il y a des rumeurs sur des tensions internes au sein du PPC. C'est le temps qui permet d'y voir plus clair : il y a 10 ans que les mêmes rumeurs réapparaissent, est-ce que ce n'est pas suffisant ? Faut-il encore 10 ans pour que les choses soient claires ? Les gens qui répandent ces rumeurs cherchent toujours à chauffer, à

(suite page 6)

## VAN SOU IENG

exporter. Il faut la protéger et l'encourager.

Au lieu de tous ces contrôles il faut appliquer le plus vite possible le libre-échange. Devancer les diminutions de droits que l'AFTA va nous imposer dans quatre ans. De cette façon, les marchandises entreront plus facilement, les produits seront moins chers, les gens consommeront davantage.

Il y aura moins de recettes douanières ? Mais elles seront compensées par les recettes de la TVA. Et il y aura moins de contrebande.

Le Cambodge ce n'est ni le Japon ni les Etats-Unis, il n'y a pas de pouvoir d'achat. On ne peut pas gagner dans ce domaine. C'est sur le commerce qu'il

## il faut baser l'économie du Cambodge sur la production et l'exportation

faut faire effort, acheter bon marché, produire bon marché, et exporter. Il ne faut pas baser l'économie nationale sur l'importation, mais sur la production. Il faut que l'importation soit facile, pas chère, et que le Cambodge transforme et exporte.

On a évoqué la possibilité de produire des équipements domestiques, de l'électronique. Il faut profiter des atouts du Cambodge : la main d'oeuvre cambodgienne est très bonne, docile,

elle est formable rapidement, et elle aime bien apprendre. Une usine est ici plus rapidement efficace qu'ailleurs : en un an, elle est opérationnelle ; le délai est nettement plus long par exemple en Inde ou en Afrique. Cela est dû aussi à l'expérience que les investisseurs ont acquise après 6 ans.

Il y a une certaine instabilité sociale, mais elle est due à certains organismes, à certains leaders.

### Un rêve : deux inspections seulement

Mon souhait ? Mon rêve ? **Qu'il n'y ait plus que deux inspections au total au lieu de cinq** : une à l'entrée, une à la sortie. Deux guichets et c'est tout. Mon autre souhait : que le Ministre du Commerce donne début 2004 une idée précise sur la situation du Cambodge par rapport au WTO / OMC.

(suite de la page 5)

diviser, ... Peut-être l'origine des rumeurs est qu'il y a eu des discussions à l'intérieur du PPC.

C'est vrai, nous avons eu des discussions très approfondies, c'est l'habitude dans ce parti, la démocratie n'a pas de limites, on peut absolument tout dire. Lors du plenum, les trois grands leaders doivent simplement rester assis et écouter les représentants des villages, des communes, qui expriment leurs critiques. Chea Sim, Hun Sen, écoutent. Mais c'est tout. Si l'on en conclut qu'il y a une scission à l'intérieur du parti, c'est qu'on n'a pas compris ce fonctionnement, on n'a pas compris la tradition du PPC. A l'interne, chacun a le droit de s'exprimer. On peut ouvrir son cœur et sa tête. On n'est jamais puni pour s'être exprimé; une réunion où l'on constate une grande diversité d'opinions, c'est une réunion fructueuse. Mais après, tout le monde applique la ligne du parti. Cette ligne est ainsi définie par un processus à double sens : du bas vers le haut et du haut vers le bas. On peut dire aussi que ce n'est pas une ligne politique mais une amitié.

C'est par cette méthode que le PPC diffère des autres partis. Et c'est ainsi qu'un parti peut se renforcer, c'est le seul moyen. Si le chef agit en dictateur, s'il n'écoute pas, s'il ne tient pas compte des critiques, s'il n'écoute que les flatteries, il n'a aucun résultat.

La question du recrutement de nouveaux membres ? Chez nous, depuis quelques mois, beaucoup d'étudiants s'inscrivent. Récemment, 1000 à la fois. Hun Sen y passe du temps. Il se crée de nouvelles cellules; Là se trouvent les futurs dirigeants.

Nous ne connaissons pas le recrutement des autres partis, Funcinpec, PSR, nos informations viennent de la presse. On voit que le PSR dit qu'il a reçu des centaines de membres du Funcinpec, ensuite le Funcinpec dit que ce n'est pas vrai. Chez nous c'est autre chose.

Nous n'avons pas l'équivalent des enquêtes des Renseignements Généraux menées par le ministère de l'Intérieur. Dans ce domaine, plus de 70 % de notre information vient des journaux, moins de 30 % vient des services de renseignement spécialisés. Ces services-là sont payés pour donner 100 % de leur temps contre le terrorisme, les trafics de drogue, de trafic d'êtres humains, le kidnapping, ... On peut dire que dans le domaine politique, pour la connaissance des partis nous sommes renseignés par les journaux. Au fond la presse fait bien son métier, et c'est à partir de la presse que nous faisons nos analyses.

### La question du Roi et de la succession

Pour moi la question de la succession du Roi ne justifie pas de grand souci. Je constate que la plupart et surtout les dirigeants du PPC respectent la volonté du Roi. Pour moi je n'arrive pas à croire que le Roi ait du souci à ce sujet.

Concernant les "lettres de démission" dont la presse a parlé, j'ai déjà donné des interviews à la presse étrangère à ce sujet : je ne crois pas que le Roi a l'intention de le faire. Et d'ailleurs lors de son retour, à l'aéroport de Pochentong, il l'a déclaré qu'il ne l'avait pas fait, qu'il n'a pas l'intention de démissionner ou d'abdiquer. La Constitution ne prévoit pas le cas, elle prévoit la mort ou une maladie du Roi. Mais à mon avis l'abdication ou la démission serait la fin du Royaume du Cambodge, la fin de la monarchie au Cambodge. Que serait une monarchie sans Roi ? Une république ? La monarchie du Cambodge, c'est nous qui en sommes responsables, pour la maintenir, la protéger, ... Le Conseil du Trône a le rôle, après la mort du Roi, de sélectionner un nouveau Roi. Mais si le Roi abdique, et que ce devoir du Conseil du Trône se trouve bloqué, que faire ? C'est la fin de la monarchie. On peut avoir un remplaçant comme chef d'Etat, le président du sénat peut jouer ce rôle, mais sans Roi, la monarchie c'est fini. On ne peut pas sélectionner un nouveau Roi si le Roi est encore vivant. Il est Roi à vie.

En cas de démission du Roi, attendre son décès pour choisir un nouveau Roi, puisque c'est ce que prévoit la constitution ? A mon avis la démission du Roi, ce serait montrer le point faible aux républicains, et les républicains

# OM IENTIENG

n'attendraient pas.

Ces lettres de démission étaient-elles un "ballon d'essai" comme on l'a dit ? Ce n'est

pas le moment de faire ça. Nous avons sur les bras les conséquences des inondations. Concernant la succession du Roi, je ne vois là aucune difficulté. La loi ne prévoit pas encore le processus du choix d'un nouveau roi, mais la législation existante est bien suffisante. C'est beaucoup moins compliqué que des élections législatives : les membres du Conseil du Trône se réunissent, on les laisse travailler, et on attend le résultat, c'est tout. Evidemment il faudra justifier ce choix, le nouveau Roi devra être accepté non seulement par les Cambodgiens mais il aura aussi un rôle international.

Une hypothèse est que cette histoire a été inventée par Sam Rainsy. Pourquoi ? Quelle serait son idée ? A mon avis il n'est jamais préparé pour les élections. Il attend que les mécontents votent pour lui. Et après les élections, comme lors des précédentes, il cherche dès maintenant des arguments pour rejeter les résultats. L'échec de Sam Rainsy aux prochaines élections sera plus grave qu'à celles de 1998.

Comme il sait bien que c'est le Roi qui sera l'arbitre, il doit faire quelque chose pour avoir le cœur du roi. Et maintenant il est en train de pleurer pour le roi, non pour aider le roi, mais pour en tirer des bénéfices. Tout ce qu'il fait est pour déranger les élections, pour essayer un affrontement entre le roi et le PPC, et pour préparer son refus des résultats des élections.

Par exemple il ne reconnaît pas la composition du nouveau NEC (Comité Electoral National). Même si le Buddha en était le président, Sam Rainsy le contesterait !

Quand je l'ai rencontré, je lui ai dit "vous nous donnez de plus en plus points de recours, et ainsi nous apprenons beaucoup de choses".

J'ai un conseil pour Sam Rainsy : n'oubliez pas que vous serez un jour le Premier ministre, ne faites rien qui pourrait vous gêner dans 10 ans. Ce que vous avez fait aujourd'hui, il ne faudrait que trois mois à ce moment-là pour vous faire quitter le pouvoir". Il veut être Premier ministre, mais il ne veut pas être responsable. Il pense qu'il aura l'appui des Etats-Unis, qu'il aura un milliard chaque année à distribuer ... mais c'est un rêve !

### L'affaire des 800 millions de dollars de Singapour

Elle n'a pas de réalité, la source de cette information Nhem Vanthou, un ancien membre du PSR, maintenant chef d'une ONG anti-corruption, a déjà démenti. Ce sont certains journaux qui ont ajouté des noms. Les gens de Singapour ont dénoncé l'information de leur côté. Sam Rainsy a créé des difficultés pour le Cambodge, mais aussi pour les banques de Singapour : si les gens n'ont plus confiance ils vont retirer leurs dépôts. Je ne dis pas que c'est Sam Rainsy qui a inventé cette information. Déjà en mars dernier Son Chhay l'avait donnée. Elle a été reprise et augmentée par les journaux de Sam Rainsy. Mais est-ce que les bailleurs de fonds peuvent croire que nous pourrions ramasser tant d'argent dans nos poches ? D'où pourrait venir tout cet argent ? Des "zones grises", mal connues, la drogue, le trafic des êtres humains, ... ? Le gouvernement fait d'énormes efforts pour combattre ces "zones grises", en relations avec les pays de la région, avec Interpol, ... Elles ne pourraient pas produire 800 millions de dollars.

### ... et le procès ?

On en a moins parlé ces derniers mois, mais on a beaucoup travaillé. Nous présentons un rapport sur les Droits de l'Homme au Cambodge, qui comporte un chapitre consacré au procès. Un groupe de pays amis, avec l'aide du Japon, s'est réuni pour préparer un projet de mandat, ou de résolution, classé dans le rapport sur la situation des droits de l'Homme au Cambodge. Il sera discuté par l'Assemblée générale. Oui je crois que cela peut faire changer l'avis de Kofi Anan. D'autre part, Hans Corell est remplacé sur ce dossier par Thomas Hammarberg. Je pense que c'est un progrès.

## Points d' Histoire

# aux origines des frontières entre le Cambodge et le Siam

Extraits de **SIAM**, de Paul Louis Rivière, 1935 (Peyronnet et Cie, Editeur), un livre qui entre autres retrace l'histoire des relations entre la France et le Siam. [Paul-Louis Rivière, juriste, écrivain, a fait partie de la Commission qui à partir de 1908, a travaillé, sous le règne du roi Chulalongkorn, sur le Code civil et commercial, le Code de procédure civile, le Code de procédure criminelle du Royaume de Siam].

L' Indochine  
une  
compensation  
à la perte  
de l' Inde

"A près que le funeste Traité de Paris du 10 février 1763 nous eût coûté notre domaine des Indes avec celui du Canada, notre pays, dans la première partie du siècle dernier, reprit pied sur les rivages d' Asie, et la constitution de l' Indochine française ne tarda pas à compenser l' empire indoustani qu' il avait perdu.

(...) Les persécutions ordonnées par les empereurs d' Annam Minh Mang et Tu-Duc motivèrent notre intervention, prélude de notre installation en Extrême Orient.

A la veille de conquérir l' Indochine, la France avait signé avec le Siam, le 15 août 1856, un premier traité d' amitié, de commerce et de navigation (...)

Sur ces entrefaites, le roi du Cambodge Ang Duong mourait en 1859 et son fils, le prince Neac Ang Chrelang, un moment évincé par son frère cadet Sivata, qui l' avait contraint à se réfugier à Bangkok, était, grâce à l' appui du Siam, couronné en 1861, à Ou-Dong, sous le nom de Norodom I.

L' amiral de la Grandière, gouverneur de la Cochinchine, avait installé près de Phnom Penh une base navale, sous le commandement du capitaine Doudart de Lagrée, le futur explorateur de la vallée du Mé-Kong. Celui-ci chapitrait Norodom, lequel, ayant besoin de l' appui de la France contre les entreprises des divers prétendants au trône, signait à Ou-Dong, le 11 août 1863, le traité qui, ratifié le 14 avril de l' année suivante, plaçait ses Etats sous le protectorat français.

(...) A la suite d' une ambassade siamoise à

Le Roi  
Norodom  
choisit le  
protectorat  
de la France

par  
négligence  
et ignorance  
on laisse  
au Siam  
Angkor et  
Battambang !

Délimitation  
en suspens

empiètements  
et incidents  
graves :  
la France  
envoie ceux  
canonnières

1893 :  
le Mékong  
frontière  
entre Siam  
et Cambodge

et le Laos  
français

1907 :  
récupération  
de Siem Reap  
Battambang  
et Sisophon

L' Angleterre  
pour la  
symétrie

la cour des Tuileries, un accord; conclu le 15 juillet 1867, annulait la convention en litige et reconnaissait officiellement le protectorat français sur le Cambodge.

Mais par une négligence qui serait inconcevable s' il ne fallait l' attribuer à une ignorance géographique, nous laissons entre les mains du Siam les provinces de Battambang et d' Angkor, qui de tous temps avaient fait partie du territoire cambodgien.

Ceci se passait sous le règne du Roi Mongkut.

(...) Le traité de 1867 avait fait de la France et du Siam deux voisins, mais sans tracer nettement les frontières de leurs domaines respectifs. La délimitation du Cambodge, commencée en 1868, demeurée en suspens jusqu' en 1889, avait été définitivement abandonnée en 1890; celle du Laos n' avait même pas été amorcée.

Pour éviter les frictions, une zone neutre avait été constituée en 1886-1887. Cependant (...) les Siamois, profitant des difficultés que nous avions au Tonkin, avaient occupé militairement les principautés du Mé-Kong dépendant de nos possessions.

[après des incidents graves, Bangkok ayant refusé toute réparation, épreuve de force entre la France et le Siam en juillet 1893: deux canonnières françaises, L' Inconstant et La Comète, avec à leur bord le ministre de France M. Auguste Pavie, remontent la Mé-Nam, forcent le passage, s' établissent à Bangkok et contraignent le palais royal à négocier].

Finalement le traité signé le 3 octobre 1893 (...) nous cédait notamment la rive gauche du Mé-Kong qui devenait la frontière entre le Siam et le Cambodge. (...) Dès lors, entre la France et le Siam réconciliés, les relations s' établissaient sur un terrain cordial (...).

Le traité du 13 février 1904 complétant celui de 1893, précisait la frontière cambodgienne et cédait à la France les territoires de l' Etat de Luang Prabang. Ces territoires constituent le Laos français.

L' article 3 du traité prévoyait la constitution de commissions mixtes en vue de procéder à la délimitation de la frontière franco-siamoise.

(...) Enfin, le 23 mars 1907 la France et le Siam (...) signaient à Bangkok un nouveau traité qui, liquidant la question territoriale, attribuait à la France, contre cession par elle des territoires de Dan-Saï et de Krat, les provinces de Battambang, de Siem Reap et de Sisophon. L' erreur de 1867 était réparée et la France voyait rentrer dans son patrimoine le joyau architectural constitué par les ruines d' Angkor.

Notons en passant que l' Angleterre, dans une pensée sans doute de symétrie, se faisait le 10 mars 1909 céder par le Siam tous les droits de suzeraineté, protection et administration qu' il possédait sur les Etats malais voisins de ses possessions (...)

Le traité de 1907, conformément à son préambule, a clos l' ère des difficultés entre la France et le Siam (...) les relations n' ont plus cessé d' être amicales entre les deux pays.

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie  
au cœur de Phnom Penh !

Place de la  
Poste Centrale  
Phnom Penh  
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg\_distri@bigpond.com.kh





# MEDIAS

## RFA et VOA

La rediffusion de Radio Free Asia (RFA) et de Voice of

America (VOA) par Sambok Khmum Radio, une station cambodgienne dirigée par Mam Sonando, qui sont la voix l'une du gouvernement américain, l'autre du Congrès américain, n'est pas en elle-même illégale ou contraire à la Constitution, leur interdiction n'a pas de raison politique. Elle est due au fait, explique le Secrétaire d'Etat Khieu Kanharith, que le contrat signé en 1997 par Mam Sonando avec le ministère de l'Information ne prévoit pas cette rediffusion. Il prévoit que Sambok Khmum Radio ne diffusera pas de sujets politiques, mais des sujets relevant de la géographie, de l'histoire, de la science, de la culture nationale et internationale. Le ministre de l'Information Lu Laysreng a déclaré au comité de l'Assemblée nationale chargé des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'information que cette affaire relevait du gouvernement, du président de l'Assemblée le prince Ranariddh et du Premier Ministre.

Le député Son Chhay estime que cette interdiction n'est pas légale.

Le prince Ranariddh, président de l'Assemblée, a regretté que Sambok Khmum Radio ne soit pas vraiment neutre, et cité pour exemple que lorsque la princesse Vacheara a nié qu'elle allait quitter le Funcinpec pour rejoindre le PSR, cette radio n'en ait rien dit. Mais il estime que cette affaire n'est pas de sa responsabilité en tant que président de l'Assemblée nationale.

[d'après Rasmey Kampuchea, 1.1, trad. The Mirror].

## ASEAN - Chine

Officiellement confirmée lors de la visite du Premier ministre chinois Zhu Rongji : la création d'une zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine d'ici 10 ans. La zone ainsi formée comptera environ 1,7 milliard d'habitants.

Pour l'instant les 10 de l'ASEAN n'achètent encore que 8,3 % des exportations de la Chine, la Chine n'achète que 3,9 % des exportations de l'ASEAN. Une zone de libre-

échange ASEAN-Chine, avec 1,7 milliard d'habitants, serait la plus importante du monde. Elle augmenterait la valeur des échanges intérieurs à 1,250 milliard par an. Le PNB des dix de l'ASEAN augmenterait de 0,9 % par an, et celui de la Chine de 0,3 %. Pour l'instant la Chine n'achète que 3,9 % des exportations des Dix de l'ASEAN, qui n'achètent que 8,3 % des exportations de la Chine.

[d'après Rasmey Kampuchea 31.10, trad. The Mirror].

## Japon-ASEAN

Le Japon aussi cherche à augmenter ses échanges avec les pays de l'ASEAN, par des accords bi-latéraux, et par la création d'une zone de libre échange. Un accord de principe mis au point par les ministres de l'Economie a été signé à la mi-juillet, et le Japon souhaite signer le plus tôt possible, avant 10 ans, un accord de libre-échange.

[d'après Rasmey Kampuchea 2.11., trad. The Mirror].

## Inde-ASEAN

Pour compenser la stagnation de ses marchés en Amérique et en Europe, l'Inde s'intéresse de plus en plus aux pays de l'ASEAN, et adopte une politique "Regardez vers l'Est". L'idée est de diminuer les droits de douane de façon à tripler la valeur des échanges en 5 ans. L'Inde et l'ASEAN ont formé un groupe de travail et un premier projet d'accord a été mis au point. Les exportations de l'Inde vers les Dix, 3,2 milliards de dollars en 2001-2002, ne représentent que 7 % de ses exportations, les exportations des Dix vers l'Inde ont atteint 6 milliards de dollars. L'Inde prévoit de faire passer de 30 à 20 % ses droits sur les marchandises importées d'ici 2005.

## Liaisons aériennes régionales

Thai Airways International dessert à partir de fin novembre de nouvelles destinations : Xiamen, Abu Dhabi, Bahain, Chittagong, Genève, Johannesburg. Huit nouvelles destinations en Chine sont prévues, leur nombre total passant ainsi à 15. La compagnie prévoit de dégager un bénéfice net de 200 millions de bahts par an au cours des prochaines années.

[d'après Bangkok Post 21.10]

Cambodge  
Nouveau  
ne le copiez pas  
Citez - le !

## 700 000 personnes menacées de famine

Selon un rapport du PAM (Programme Alimentaire mondial/WFP), le Cambodge a besoin de 6500 tonnes de nourriture d'ici la fin de l'année pour les victimes des inondations et de la sécheresse. 700 000 personnes sont menacées de famine par ces désastres. Huit provinces sont concernées, les besoins ont été définis selon 4 critères : la pauvreté des gens, leur dépendance du riz, la production de riz, et la production d'autres denrées. Ce sont 3,4 millions de gens qui ont été victimes des inondations et de la sécheresse; presque un million manquent de nourriture, presque 700 000 sont menacés de famine. Les régions les plus touchées : Kompong Speu, Prey veng, Takeo, Kandal.

[d'après Chakraval 1.11, trad. The Mirror].

## Sommet de la GMS

Au premier sommet des pays de la GMS (Greater Mekong Sub-region) Birmanie, Cambodge, Chine, Thaïlande, Vietnam, 11 projets ont été adoptés, dont 10 concernent le Cambodge. Investissement total : environ 1000 milliards de dollars sur les 10 ans à venir. La Banque Asiatique de Développement s'est déjà engagée pour 250 millions. Les projets concernent pour l'essentiel la création de corridors de communications routières, ouest - est de la Thaïlande jusqu'à la mer de Chine à travers le Laos et le Vietnam, et de Bangkok à Ho Chi Minh par le Cambodge; et nord-sud joignant le Yunnan à la mer par le Laos et le Cambodge. Projets aussi de voies ferrées, de barrages hydro-électriques ... [d'après Rasmey Kampuchea 2.11, trad. The Mirror].

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
décideurs  
votre  
meilleur  
investissement



Directeur de la publication  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Photos, cartographie Art Studio  
Impression CIC Centre  
Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

tel 023 214 610 mob 012 803 410  
E-mail cn@forum.org.kh

# La Force Tranquille

La plus grande compagnie d'assurances au Cambodge (65% du marché) vous offre un nouveau service...



Réputée pour sa couverture d'assurances et son service impeccable, Indochine Assurance est fière de présenter le premier programme d'assistance automobile au Cambodge.

Une modeste contribution annuelle vous permet de bénéficier d'un service d'assistance vous couvrant dans un rayon de 30kms du centre de Phnom Penh.

Nous vous dépannons ou vous emmenons au garage de votre choix, 24h sur 24h, 7 jours par semaine, 365 jours par an!

\*Selon un étude du Ministère des Finances datée de Septembre 2001

*Nous sommes là pour vous aider*

Pour plus de détails, appelez nous au 012 802 444



Indochine Assurance Agency est l'agent Officiel de la Caminto

No Problem Insurance Park 55, Street 178, Phnom Penh Tel: (855) (023) 210 701, 210 761 Fax: (855) (023) 210 501 E-mail: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.net